



REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTRE D'ETAT CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI (UAC)

FACULTE DES SCIENCE ECONOMIQUE ET DE GESTION (FASEG)

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie

Spécialité: ECONOMIE APPLIQUEEE

THEME:

**ANALYSE DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE  
SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :  
CAS DES PAYS DE LA CEDEAO**

Présenté par :

**Fernand MICHIHOUN & Roméo k. HOUINTO**

Tuteur de Stage Superviseur

**W. Fernand AKIYO**

Chef service adjoint de la trésorerie DGTCF

Sous la Direction de :

**Prof Alastaire ALINSATO**

Enseignant- Chercheur à la FASEG

**Année académique 2015-2016**



## AVERTISSEMENT

*LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE  
GESTION DE L'UNIVERSITE D'ABOM EY-CALAVI  
N'ENTEND*

*DONNER NI APPROBATION NI IMPROBATION AUX  
OPINIONS EMISES DANS CE MEMOIRE. CES OPINIONS  
DOIVENT ETRE CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS  
AUTEURS.*

**DEDICACES**

*A mon tuteur Bernard TOGLA*

*A ma maman Célestine DOSSE*

*Fernand MICHIHOUN*

*A mon père Yaovi HOUINTO*

*A mes grand frères Jonas et Éric HOUINTO*

*Roméo HOUINTO*

## REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait pas été possible sans le concours de certaines personnes à qui nous exprimons notre profonde gratitude. Ces remerciements vont à l'endroit :

- du **Prof Alastair ALINSATO**, notre maître de mémoire qui malgré ses multiples occupations à accepter superviser ce travail avec rigueur et dévouement. Nous vous témoignons toute notre reconnaissance et notre admiration pour vos grandes qualités scientifique et humaine.
- du **Chef W. Fernand AKIYO**, notre maître de stage qui malgré ses multiples occupation a su témoigner une haute importance à notre étude en nous accordant une attention particulière pendant notre stage académique de trois (3) mois dans leur structure.
- de tout le corps enseignants de la FASEG et son personnel pour leur contribution à notre formation.
- De **M<sup>me</sup> Eudoxie BESSAN** qui malgré ses multiples occupation a su témoigner une haute importance à notre étude
- de tout le personnel du DGTCP pour leur soutien et encouragement durant la période de notre stage.

## SIGLES ET ABREVIATIONS

ASS	:	(Action Sanitaire et Sociale)
IMT	:	(Bureau de la Mondialisation des Méthodes de travail)
CAE	:	(Conseil d'Analyse Economique)
CD	:	(Croissance démographique)
CEDEAO	:	(Communauté Economique des Etats De l'Afrique de l'Ouest)
DCFPT	:	(Direction du Centre de formation Professionnelle du Trésor)
DGTCP	:	(Direction Générale de la Trésorerie et de la Comptabilité Publique)
DTCP	:	(Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique)
EPT	:	(Etablissement Publique Territorial)
EVN	:	(Espérance de vie à la naissance)
FCFA	:	(Franc des Colonies Françaises d'Afrique)
IDH	:	(Indice de développement Humain)
IPF	:	(Indice de participation des femmes)
IPF	:	(indice de participation des femmes).
IPH	:	(Indice de Pauvreté Humain)
IPH-1	:	(indice de pauvreté humaine pour les pays en voie de développement)
IPH-2	:	(indice de pauvreté humaine pour les pays de l'OCDE à revenu élevé)
ISDH	:	(indice sexo-spécifique du développement humain)
OMD	:	(Objectifs du Millénaire pour le Développement)
OMS	:	(Organisation Mondiale de la Santé)
ONU	:	(Organisation des Nations Unies)
PIB	:	(Produit Intérieur Brut)
PIB /tête	:	(Produit intérieur brute par tête)
PNUD	:	(Programme des Nations Unies pour le Développement)
RGF	:	(Recette de gestion Financier)
TBS	:	(Taux Brut de Scolarisation)
TE	:	(taux d'éducation)

- TND : (Trésor National du Dahomey)
- UEMOA : (Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest)
- UN : (United Nations)
- UNEP : (Programme des Nations Unies pour l'Environnement)
- UNFPA : (Fond des Nations Unies pour la Population)

## SOMMAIRE

Introduction .....	1
CHAPITRE I : Cadre théorique de l'étude .....	2
SECTION 1 : Problématique; objectifs et hypothèses .....	2
SECTION 2 : Revue de littérature .....	6
CHAPITRE II : Cadre contextuel du mémoire, présentation et analyse des résultats .....	16
SECTION 1 : Cadre contextuel du mémoire.....	16
SECTION 2 : Cadre méthodologique de l'étude, analyse des résultats validation des hypothèses, limites et recommandations .....	28
CONCLUSION .....	30

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau n°1 : Résultat du test de stationnarité .....	26
Tableau n°2 : Résultats des tests de cointégration de Kao.....	26
Tableau n°3 : GMM EGLS .....	27



## INTRODUCTION

La population mondiale comptait 1,5 milliards en 1908, vers 1930 ce nombre s'élevait à 2 milliards.

Il est de 6,3 milliards aujourd'hui et il atteindra 9 milliards dans quelques décennies à croire les prévisions des démographes (Lévi-Strauss 2008, p .16). Et ceci est dû en partie de l'explosion démographique des pays Africains telle que ceux de la CEDEAO qui sont les plus peuplés. En effet, entre 1955 et 2010, la population de l'Afrique de l'ouest a été multipliée par quatre(04), passant de 70 millions à un peu plus de 300 million ce qui représente » 4,4% de la population mondiale. Ce taux passera à 8% l'horizon 2050, selon le rapport des nations unies sur la population de l'Afrique de l'ouest. Or selon le même rapport la croissance économique, les pays Africains ont été incapables de créer la croissance économique de manière soutenue. En effet, durant ces cinquante dernières années, la croissance économique a une nature dialectique des pays Africains. Les épisodes de croissance ont souvent alterné avec les épisodes de contraction. Telle est la différence majeure entre ces pays Africains et les pays de l'Asie de l'Est qui ont pu avoir une croissance économique à la fois importante et soutenue dans le temps.

L'instabilité de la croissance économique en Afrique pousse ainsi à réfléchir sur la question de la croissance démographique et le développement économique des pays de la sous-région ouest Africaine(CEDEAO).

Le présent document qui rend compte des résultats de l'analyse s'articule autour de trois grands chapitres : le premier chapitre restitue le cadre théorique de l'étude, le deuxième chapitre décrit le cadre contextuel du stage et le troisième chapitre présente le cadre méthodologique et les résultats issus de la collecte des données et les recommandations.

## CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

### SECTION 1 : PROBLEMATIQUE; OBJECTIFS ET HYPOTHESES

#### 1. PROBLEMATIQUE

Longtemps resté au cœur des débats politiques et économiques, le développement a été perçu sous différents angles. En effet, selon certains pionniers comme Nurkse et Rostow(1960), le développement était synonyme d'une simple accumulation du capital ou seulement de la croissance du PIB. Ce qui a été soutenu par Harrod et Domar .Cependant, dans les années 80 Solow vient secouer une fois encore le monde de l'économie en balayant du revers de main les idées de ses prédécesseurs (Harrod et Domar) et en instaurant une nouvelle théorie qui stipule que : « les sources de croissance à long terme révèlent des variables démographiques et technologiques » .Selon lui, l'homme doit être placé au centre du développement. Ce qui renchérit sur les propos de Malthus qui déjà depuis 1798 prévenait le monde entier sur les dangers de la croissance démographique forte. Ainsi donc, la population est désormais placée au carrefour du développement pour éviter des résultats économiques biaisés. Et déjà dès 2005, David Hume affirmait : « Les rythmes de croissance contemporain mobilisent les démographes sur la question de l'avenir démographique de la planète. En 1958 les nations unies avaient déjà annoncé 6milliards d'individus pour l'an 2000. La population mondiale augmente chaque année de 80millions d'individus, ce qui représente un rythme de progression d'environ 1,2% par an ». Cette croissance dont parle David(2005) a connu une autre accélération durant la moitié du XXe siècle et avait pour cause principale l'accroissement naturel très élevé dans la plus part des pays en voie de développement dont les pays de la CEDEAO.

La CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest) est une organisation intergouvernementale ouest africaine créée le 28 mai 1975.Elle est composée de 15 pays dont le Bénin, le Burkina-Faso, le Cap-Vert, la Côte-D'ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la SierraLéone et le Togo. C'est la principale structure destinée à coordonner les actions des pays de l'Afrique de l'ouest .Son but principal est de promouvoir la coopération et l'intégration avec objectif de créer une union économique et monétaire ouest Africain. Notons aussi que cette communauté occupe une superficie de plus de 5 million de kilomètre carré (soit 17% de la superficie du continent Africain).

L'Afrique de l'ouest compte un peu plus de 300 millions d'habitants .Ce qui représente 35% de la population de l'Afrique subsaharienne. A titre de comparaison, la population des Etats – unies était évaluée à 310 million en 2010. Le Cap-Vert est le plus petit pays de la zone avec près de 500 milles habitants. A l'autre extrême nous avons le Nigéria avec un taux de 160

million d'habitants, ce qui montre également qu'il est le pays le plus peuplé de tout le continent africain. En effet, la population de l'Afrique de l'ouest est très jeune. A l'exception du Cap-Vert (31,8%) et du Ghana (38,6%), la part des moins de 15 ans va d'un minimum de 40% au Togo (avec un taux de croissance démographique annuel de 2,69%, un taux de mortalité infantile s'élevant à 45,2 par 1000 habitants, une espérance de vie de 64,5 ans et un taux de scolarisation de 94% en 2011) au maximum de 49% au Niger (avec un taux de fécondité le plus élevé au monde c'est à dire 6,76 enfants par femme, un taux de scolarisation de 70% en 2012). C'est également une population qui s'urbanise de plus en plus. L'Afrique de l'ouest compte 134 millions d'urbains, soit un taux d'urbanisation de 45%. Le Niger est le pays le moins urbanisé de la zone (16,7%). Le pays le plus urbanisé est le Libéria (avec un taux mortalité infantile de 15,7% en 2005, soit 155,8 décès pour 1000 naissances, l'espérance de vie à la naissance est de 44,7 ans en 2005, un taux d'inscription dans le primaire de 82%). La population de la Gambie est de 1,96 millions en 2015, sa croissance démographique annuelle est de 2,2% et son taux d'urbanisation est de 57%, son taux de natalité est estimé à 30,86%, le taux de mortalité est de 7,15% avec un taux de mortalité infantile de 63,9% et une espérance de vie des hommes de 62,27 ans et celle des femmes de 67 ans, l'éducation primaire est gratuite et obligatoire au Gambie. Entre 1955 et 2010, la population de l'Afrique de l'ouest a été multipliée par quatre (4), passant de 70 millions à un peu plus de 300 millions, ce qui représente 4,4% de la population mondiale. Ce boum démographique a été favorisé par les améliorations obtenues dans le domaine de la santé et par une fertilité encore importante malgré un déclin tendanciel. Les progrès en matière sanitaire peuvent être constatés au niveau de l'espérance de la vie à la naissance. Pour les deux sexes confondus, l'espérance à la vie s'établissait en moyenne à 35 ans en 1955 contre 52 de nos jours. Si ces tendances se poursuit, l'espérance de vie à la naissance devrait s'établir aux alentours de 67 ans à l'horizon 2050 selon le rapport de la banque mondiale. En ce qui concerne le taux de fertilité dans la région, il était en 1955 de 6,3 enfants par femme en moyenne. Chiffre qui s'établit à 5,5 enfants par femme dans la période actuelle et qui devrait chuter jusqu'à 3,3 enfants par femme à l'horizon 2050. Cette croissance démographique soutenue est l'un des défis majeurs de tout le continent à court terme comme à long terme. Selon les projections faites par les Nation-Unies, la population actuelle devrait être multipliée par 10. Et selon toujours ces sources, dans dix ans, comparée aux États-Unis, la population de l'Afrique de l'ouest comptera 50 millions d'habitants de plus. Alors qu'elle ne constituait que 2,8% de la population mondiale en 1955, l'Afrique de l'ouest représentera près de 8% de la population mondiale à l'horizon 2050. Autrement dit, près d'un habitant sur 12 vivra cette zone dans quarante ans. Ces statistiques dans ses différentes formes inquiètent KOFFI Annan (secrétaire

générale de l'ONU entre 1997 à 2006) qui affirme dans l'article « la pilule contre la misère » que « si nous continuons dans cette voie, si nous ne faisons rien pour enrayer l'accroissement de la population, nous allons en payer le prix, nous allons nous retrouver dans un monde surpeuplé. La démographie a un impact sur le développement économique, sur l'environnement et sur les ressources de la terre qui sont limitées ». Ces propos nous confirment avec certitude le risque actuel auquel on est confronté et ceux à quoi ça aboutira dans le futur. L'on peut se demander ce que deviendra le bien-être collectif de la population. Le rapport de UNFPA (2009) nous en dit long à ce sujet, dans le « Fonds des nations unies pour la population », nous lisons l'affirmation suivante « l'effort à long terme pour maintenir un bien être qui soit en équilibre avec l'atmosphère et le climat exigera en fin de compte des modes viables de consommation et de production, qui ne peuvent être atteints et maintenus que si la population mondiale ne dépasse pas un chiffre écologique ». Or de l'autre côté, malgré l'impact négatif de l'épidémie Ebola dans la région de l'Afrique de l'ouest et la baisse des prix des matières premières, la croissance régionale est ressortie à 6,2% en 2013, annonce un communiqué de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), parvenu mardi à Xinghua. Selon ce document, cinq pays à savoir, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Nigéria et la Sierra Léone ont enregistré une croissance moyenne communautaire. Les statistiques récentes prouvent que malgré la diminution de son taux (CEDEAO) de croissance économique qui est passé à 4,1% en 2015 contre 6,1% en 2014, l'Afrique de l'ouest demeure la deuxième économie sous régionale en terme de dynamisme de l'activité économique. Elle a également enregistré une hausse de l'activité économique en 2016, de 4,2% en 2015 à 6,3% en 2016 dans un contexte marqué par des risques accrus d'instabilité politique et de menaces sécuritaires notamment le Nigeria et dans la zone Sahélo-saharienne. Malgré cette croissance enregistrée en 2016 en Afrique de l'ouest, bien que supérieur au taux d'accroissement démographique, est largement en deçà de ce qui est requis pour avoir un impact significatif sur la pauvreté. Devant toutes ces inquiétudes et les rumeurs qui en découlent, sur TV liberté, le premier ministre MOSSA Mara affirmait le mardi 28 juin 2014 qu' « il faut que nous ayons de véritable politique d'accès aux méthodes contraceptives, à la sensibilisation et à l'information des femmes, à leur association à ces débats, mais aussi à leur anticipation, à leur éducation et à leur responsabilisations ». Ce qui nous montre également d'autres aspects qui peuvent être pris en compte dans le développement économique et la démographie. Les affirmations faites par Michel Tournier sur la chaîne France INTER peuvent en dire un peu sur l'ampleur : « le drame, c'est le nombre d'êtres humains sur terre. Il faut voir l'évolution de la population du globe : c'est effrayant ! Ça double tous les 25 ans et on ne sait pas où l'on va à ce régime-là. Quand on est une poignée,

on peut faire tout ce qu'on veut ça n'a aucune importance, mais quand on est une masse énorme, il faut faire attention et ne pas tout détruire ou planter n'importe quoi. Si un peuple double tous les 25 ans ce qui est une règle générale en Afrique, il est voué à la misère, à la violence et à la guerre.» Une idée que soutient Malthus dans son essai. Une analyse dynamique peut nous en dire plus

Au vu de ces statistiques présentées et les efforts inestimables de la CEDEAO en matière d'espérance de vie de la population et les anticipations faites dans le rapport de la Banque mondiale, nous avons jugé utile de mener une étude sur le thème : « ANALYSE DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : CAS DES PAYS DE LA CEDEAO ». Ce thème suscite une question fondamentale : « la croissance démographique a-t-elle un effet significatif sur le développement économique des pays de la CEDEAO ? »

Cette question principale se subdivise en deux autres questions spécifiques :

Est-ce que la démographie entretient-elle un lien avec le développement économique ?

Y-a-il une croissance démographique compatible avec le développement économique ?

## **2. OBJECTIF ET HYPOTHESES**

### **2.1 OBJECTIFS**

L'objectif général de ce travail vise à analyser l'influence de la croissance démographique sur le développement économique : cas des pays de la CEDEAO. De façon spécifique, on a :

- Montrer que la croissance démographique est significativement corrélée avec le développement économique des pays de la CEDEAO
- Montrer qu'il existe une croissance démographique compatible avec le développement économique

### **2.2 HYPOTHESES**

En vue d'atteindre les objectifs sus-cités, nous avons émis deux hypothèses de recherches à savoir :

- Une forte augmentation démographique est négativement corrélée avec le développement économique
- Le développement économique est compatible avec une faible croissance démographique.

## **SECTION 2 : REVUE DE LITTÉRATURE**

Il s'agit de faire ici des revues thématiques : une revue théorique sur la croissance démographique et le développement économique ensuite une relation empirique entre les deux thèmes.

## 1.1 Etude sur la croissance démographique

Pour attirer l'attention des politiques des Etats sur la croissance démographique non contrôlée, Malthus publie en 1798 son principal ouvrage intitulé « l'essai sur le principe de la population ». En effet, il postulait que la population tend inévitablement à croître plus vite que les subsistances : « la population s'accroît en progression géométrique alors que les subsistances ne s'accroissent qu'en arithmétique ». Il continue en disant qu'il faut freiner la croissance démographique, notamment en empêchant les gens sans ressources de se marier ; Mais il reconnaît que « la passion entre les deux sexes est une nécessité ». Ces propos de Malthus vont de pair avec le Rapport DE l'UNEP(2014) qui stipule que : « Une politique efficace de la fertilité humaine et donc de la croissance de la population mondiale, pourrait avoir un impact plus prononcé sur l'avenir de la sécurité alimentaire que les efforts visant à améliorer les rendements des cultures. ». Pour les malthusiens et les néomalthusiens, une population qui s'accroît à volonté, sans aucune contrainte, expose l'humanité à des crises majeures dans le futur : stagnation du niveau de vie, pénurie des ressources et des dysfonctionnements économiques. Dans son premier essai sur le principe de la population paru en 1798 il déclare que « le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir de la terre de produire à la subsistance de l'homme » par ces propos il montre que l'homme doit par tous les moyens pallier les menaces de la loi de la population. En effet, les moyens de subsistance ne croissent pas au même rythme que la population. Donc, lorsque la population augmente, ces hommes sont aussi de trop, ils n'ont pas leur place au banquet de la nature. Ainsi, la société n'a pas besoin de la force de travail qu'elle représente par ce qu'elle ne peut pas les nourrir. L'excès de population constitue d'ailleurs un frein actif à sa propre augmentation par la mortalité qu'elle engendre. D'autre part il prône le retard de l'âge du mariage, le célibat et la limitation des naissances. La thèse malthusienne présente une vision pour le moins étiquée du potentiel de la terre à produire des richesses et surtout de la capacité de l'homme à s'adapter et à trouver de nouvelles ressources.

L'ensemble de ce discours a été repris par les libéraux tels que Jean-Baptiste Say qui n'a pas hésité à affirmer qu'il était bien important d'épargner que de féconder. J.B Say reconnaissant la capacité de l'espèce humaine à se reproduire à l'infini, met en place un schéma bien précis selon lequel l'augmentation de la population est bornée par le défaut de moyens d'existence. C'est dans cette perspective que KOFI ANNAN (Secrétaire Général de L'ONU) affirmait que « si nous continuons dans cette voie, si nous ne faisons rien pour enrayer l'accroissement de la population, nous allons en payer le prix, nous allons nous retrouver dans un monde surpeuplé. La démographie a un impact sur le développement économique, sur l'environnement et sur les ressources de la terre qui sont limitées ». Cependant cette théorie repose sur la prise en

compte du rendement, qui constitue le rapport entre la quantité produite et la surface cultivée et non de la productivité, qui correspond au rapport entre la quantité produite et le travail de l'homme.

Ricardo prouve dans ce contexte que l'augmentation de la population est naturelle mais la condition économique en limite la croissance promouvant le développement économique .Et pour favoriser le maintien d'une population nombreuse et de promouvoir la croissance démographique par le développement de la richesse et vice-versa , il faut donc alors développer le progrès technique et le libre-échange .Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, l'effort général de rationalité touche la science de la démographie et se traduit par l'utilisation de modèles .Mais le clivage entre les malthusiens et les anti-malthusiens demeure .L'analyse démographique s'appuie encore davantage sur des considérations d'ordre économique .Pour Pareto il existe une dépendance mutuelle entre l'évolution démographique et l'évolution économique . Par contre, contrairement à Malthus qui analyse l'effet de la croissance de la population uniquement en termes de prospérité, Pareto met en évidence une pluralité de causes : le mode d'organisation de la société, l'utilisation des capitaux, etc. A cet effet, Pareto illustre une approche économique de la famille et déclare que « l'augmentation des richesses conduit à une chute de la natalité par le désir de conserver une vie aisée », ce qui décrit le tableau que nous avons aujourd'hui sous les yeux.

La doctrine malthusienne par contre subit deux courants : l'un qui lui marque une opposition farouche et l'autre qui lui imprime une réactualisation intéressante .Dans l'ensemble les anti-malthusiennes formulent des objections importantes. En premier lieu la croissance démographique s'inscrit dans un processus de développement économique non négligeable. « Elle crée en effet une pression créatrice de richesse » ;selon Ester Boserup ,qui modifie les modes de production .Contrairement à Malthus , Boserup démontra que c'est la pression démographique qui impose l'évolution des techniques agraires .En bref « la nécessité est la mère à l'invention » .Donc l'augmentation de la population se traduirait alors par une augmentation des ressources, ce qu'Alfred Sauvy soulignait également en reconnaissant l'importance des relations entre les progrès techniques et le volume de la population active occupée .

En 1958,Kuznets soulevait encore la question des avantages économiques d'une croissance démographique rapide .Il déclare au début d'un rapport que les récents ouvrages spécialisés soulignent spécifiquement les aspects négatifs et le danger de la croissance de la population comme l'épuisement des ressources non renouvelables , la détérioration des conditions de l'accumulation du capital, difficulté d'organisation ...A cet effet, il propose d'envisager l'apport positif de la croissance de la population, estimant qu'il devrait tôt ou tard

l'emporter sur l'effet négatif .Mais ses intentions n'aboutirent à rien .Ce qui l'amène à affirmer en 1965 que l'on ne peut répondre aux différentes questions liées à ces deux variables que par des jugements spéculatifs, en ayant recours à toutes sortes de connaissances incomplètes .

## **1.2 Etude théorique sur le développement économique**

La notion de développement est un phénomène très complexe. Le développement possède plusieurs définitions parmi lesquelles, on peut retenir deux pour simplifier sa lourdeur.

Selon François Perroux, le développement est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire accroître cumulativement et durablement son produit réel global » le développement implique l'amélioration du bien-être de toute la population et se traduit par une hausse de revenu par tête, un accroissement du ratio alimentaire et meilleur accès au service de santé et de l'éducation. Il est également admis que la notion de développement économique a vu son jour après la seconde guerre mondiale, bien que l'on puisse trouver les fondements les plus anciens dans les pensées économiques .Au départ son fondement était associé au déclin des empires coloniaux où l'idée du développement sert à légitimer les revendications d'indépendance politique des mouvements nationalistes .Notons que cette notion a été présente dans l'économie mise en place par les accords de Bretton Wood .Cette double empreinte qui est celui du combat et d'une nécessité pour la paix du monde, le marquera longtemps hors des forums internationaux, elle est également réapparue dans les pays du nord pour justifier l'intérêt ou les choix proclamés envers cet ensemble de pays dits sous-développés, en voie de développement ,ou encore du tiers du monde. La notion de développement économique s'applique ou s'intéresse au pays les plus pauvres, elle permet de tracer une frontière dans la géographie en fonction d'un degré de richesse. les critères qu'elles utilisent sont : le revenu brut, le revenu par tête, l'indicateur composite du développement humain, l'IDH(basé sur l'espérance de vie à la naissance, le bien-être social et le niveau d'éducation),instrument vedette de mesure de développement humain dans les pays créés par l'organisation des

Nations-Unies, d'autres ont été ajoutés en 2004 dans le rapport sur le développement humain du PNUD comme l'IPH-1 (indice de pauvreté humaine pour les en voie de développement), l'IPH-2 (indice de pauvreté humaine pour les pays de l'OCDE à revenu élevé),ISDH (indice sexo-spécifique du développement humain),l'IPF (indice de participation des femmes).En effet ce simple exercice de mesure a causé déjà plusieurs problèmes sur la définition et les objectifs du développement .Avec notre premier critère qui est le revenu par habitant, le seuil de 9266 dollars(2000,BM) trace la frontière nord-sud entre pays à revenu élevé et pays à

revenu moyen ou bas. L'utilisation des critères précités favorise l'affectation des dons et de crédit concessionnelle des organisations internationales. Malgré le classement par le niveau de revenu faible, intermédiaire ou élevé, nous notons des insuffisances qui résultent du fait que développement est égal à croissance, croissance en terme de revenu ou produit moyen par tête.

Ce débat est très récurrent bien que les termes en soient modifiés au fil du temps.

### **1.3 Interrelation entre la croissance démographique et le développement économique**

Il s'agit d'établir les relations entre les différentes variables telles que : la santé, l'éducation, la croissance économique et la croissance démographique :

#### **1.3.1 Interrelation entre la santé (espérance de vie) et la croissance démographique**

Le développement de tout pays dépend du bien être de sa population. Ainsi, la santé occupe une place particulière dans au sein de toute nation. C'est dans cette perspective que Marie de Condorcet, travaillant sur la perfectibilité de l'homme affirme « la durée de la vie humaine peut s'accroître de manière indéfinie en raison des progrès de la médecine, de l'usage d'aliments et de logements plus sains, ou en développant l'usage de la contraception ». Marie de Condorcet raisonne en ces termes que l'on peut améliorer l'espérance de vie par les progrès observés dans le domaine de la santé. Ce qui a été vérifié dans les pays de la CEDEAO. En effet, entre 1955 et 2010, la population de l'Afrique de l'ouest a été multipliée par quatre(4), passant de 70 millions à un peu plus de 300 millions, ce qui représente 4,4% de la population mondiale. Ce boom démographique a été favorisé par les améliorations obtenues dans le domaine de la santé. Les progrès en matière de santé peuvent être constatés au niveau de vie à la naissance. Pour les deux sexes confondus, l'espérance de vie à la naissance s'établissait en moyenne à 35ans en 1955 contre 52ans de nos jours dans les pays de la CEDEAO selon le rapport des Nations unies sur la population totale de l'Afrique de l'ouest.

Cependant, Malthus dans son ouvrage « essai sur le principe de la population », a réfuté la thèse de Condorcet. Il affirme en effet, que cette idée est antiscientifique, parce que non justifiée par l'expérience et les lois de la nature ; or ce qui était perçu comme une utopie par Malthus, a pris forme dans les pays les plus développés aujourd'hui et est largement entamé dans les autres pays qui connaissent une transition démographique plus lente.

### **1.3.2. Interrelation entre éducation et croissance démographique**

Conscient des menaces d'une croissance démographique très élevée, Malthus estime que l'éducation peut permettre le retard des naissances et des mariages. De ce fait, il encourage le célibat en leur entretenant sur les difficultés d'entretien d'une famille et la pauvreté.

L'éducation ou la sensibilisation des femmes les amène à contrôler leur natalité à travers la contraception. Ainsi donc, on constate que lorsque le taux de mortalité infantile est bas, les femmes n'ont plus besoin de faire autant d'enfants : la population augmente mais moins fortement jusqu'à ce que l'équilibre se fasse entre le taux de natalité et le taux de mortalité faibles. En revanche, dans les pays où le taux d'accroissement naturel est négatif l'éducation encourage les hommes à faire beaucoup plus d'enfants. Ce qui justifie les propos de Becker qui affirme « la hausse du coût de l'enfant liée à l'éducation conduit à réduire la quantité (le nombre d'enfants) au profit de la qualité (capital humain investi). En effet, les pays de la CEDEAO ont réalisé des progrès considérables vers l'accès primaire (le taux des enfants qui achèvent le cycle a augmenté de 52% à 67% de 2002 à 2011), et l'égalité entre les sexes s'est considérablement améliorée au niveau primaire, et correspond maintenant à la moyenne de l'ASS. En dépit de ces progrès, la région possède certains des taux moyens les plus bas d'alphabétisation (seulement 69% des jeunes et 52% des adultes, contre 73% et 67% respectivement pour l'Afrique subsaharienne), la majorité des analphabètes sont des filles et des jeunes femmes (ADEA). En outre, le niveau des résultats d'apprentissage est faible. Mais le plus grand écart à surmonter pour atteindre l'EPT est l'éducation primaire universelle, qui reste hors de portée pour de nombreux pays. En effet, plus de 35% des enfants ouest-africains sont déscolarisés, un total de plus de 17 millions.

Des avancées significatives ont été réalisées au sujet de la prise en compte des questions de genre et de la parité entre les sexes dans le secteur de l'éducation mais des problèmes subsistent. Dans le cadre de ses efforts pour intégrer les questions de genre dans tous ses programmes et initiatives, la région a mis en place une politique du genre, mise en œuvre par un organisme spécialisé. En termes d'accès universel, la participation augmente à tous les niveaux d'enseignements mais reste limitée et inégale. La région a fait des progrès concernant le nombre d'enfants scolarisés, en hausse d'au moins 20% dans quatre pays : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Niger. En 2012, seul cinq pays avaient un taux brut de scolarisation inférieur général à 90%. Le nombre de fille qui fréquente l'école dans la région reste inférieur à celui des garçons. Toutefois, l'accès pour les filles augmente plus rapidement que pour les garçons.

Le nombre de donnée et l'accès au système d'éducation diminuent au fur et à mesure que le niveau de l'enseignement augmente. Les progrès dans l'enseignement secondaire ont été beaucoup plus lents, puisque seuls deux pays sur six indiquent un taux brut de scolarisation supérieur à 40% en 2012. Une part importante des jeunes qui devraient être dans l'enseignement supérieur a tout simplement quitté l'enseignement : ainsi, tous les pays qui ont communiqué des données, à l'exception d'un seul, ont fait état d'un taux brut de scolarisation inférieur à 10% en 2012. La région de la CEDEAO approche de la parité des sexes dans l'enseignement primaire, la plupart des pays l'ont atteint ou présentent à ce sujet des différences négligeables. Les taux d'inégalité les plus élevés de la région ont été observés en Guinée, où l'indice de parité des sexes était de 0,84. Concernant le secondaire, six pays ont communiqué des données en 2012, mais l'indice de parité des sexes ne présentait pas d'amélioration significative depuis 2006, lorsqu'il était de 0,75.

L'enseignement supérieur dans la région reste dans le domaine des hommes. Les taux d'inégalité les plus élevés ont été observés au Togo, où il y avait 27 étudiantes pour 100 étudiants. La Guinée, le Mali, le Niger avaient des indices de parité légèrement meilleur, se situant entre 0,34 et 0,43. Les progrès concernant la participation des femmes ont été négligeables pendant la période à l'examen. Il faut redoubler l'effort pour améliorer l'accès des femmes aux institutions de l'enseignement supérieur. En 2006, la région comptait 14,4 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire non scolarisés. Si on se fonde sur les rares données disponibles, ce nombre semble diminuer. Huit pays sur les neuf ayant communiqué des données ont indiqué une diminution de 60% observés au Bénin. Les enfants qui commencent l'école primaire dans la région passent souvent peu de temps dans le système éducatif car le risque d'abandon scolaire avant la fin du primaire est élevé pour la plupart d'entre eux. Il n'existe pas de données exhaustives : parmi les pays ayant communiqué des données, trois écoliers sur cinq arrivent en dernière année ; les pays où ce chiffre est de quatre sur cinq font exception. Quoique le Cap-Vert et le Ghana aient des taux élevés de niveau d'achèvement au cycle primaire (90%), dans la plupart des pays de la CEDEAO, plus de 30% des enfants ne terminent pas le cycle (Burkina Faso et le Niger ont plus de 50%). A l'exception du Cap-Vert et du Ghana, la région de la CEDEAO a fait également rapport des faibles niveaux d'accès à l'enseignement pré primaire. Les taux d'alphabétisation sont en amélioration, mais restent en deçà des moyennes de l'Afrique subsaharienne (pour sept pays, moins de 70% des jeunes sont en mesure de bien lire et écrire). Dans la CEDEAO, le décrochage scolaire affecte en moyenne 35% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire (39,7% pour les filles), bien au-dessus de la moyenne de l'ASS qui est de 25%. En effet, les progrès, au cours de la décennie ont été marginaux par rapport à la région (le taux a

baissé de seulement 3% pour la CEDEAO, contre 13% pour l'Afrique subsaharienne) et la rétention des élèves du primaire est généralement faible et a généralement diminué, conformément à la tendance en Afrique subsaharienne. Cependant, la variation par pays est considérable : environ 6% seulement des enfants en âge de fréquenter le primaire sont déscolarisés au Bénin, au Cap-Vert et au Togo, alors que le taux est supérieur, 15% dans tous les autres pays, et plus de 35% au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Nigeria. Pour la région de la CEDEAO dans son ensemble, ce chiffre signifie que 17 millions des enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas encore inscrits, bien au-delà des chiffres de la SDAC et de la CAE, de 2,8 millions et 2 millions d'enfants, respectivement. Les Etats membres de la CEDEAO consacrent généralement une grande partie de leur budget de fonctionnement à l'éducation (24,7%) un peu plus que la moyenne de l'ASS (22,4%), ce qui suggère que l'efficacité dans l'utilisation des ressources publiques doit être analysée afin de formuler des recommandations éclairées. Alors que certains pays (le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Niger et le Togo) ont considérablement intensifié leur engagement budgétaire au secteur (plus de 27%), le Libéria est le seul pays à allouer moins 20%, à peine 12% du budget de fonctionnement. La mise à disposition d'enseignements en nombre suffisant progresse bien dans la région de la CEDEAO, avec un rapport élèves-enseignant qui est tombé de 42 :1 à 39 :1. La majorité des Etats membres signalent une baisse, et 10 des 15 pays offrent des classes de taille moyenne ayant moins de 45 élèves. Les défis demeurent cependant au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et au Mali, où le surpeuplement est un point commun. Malgré les progrès apparents dans la mise à disposition d'enseignant qualifiés (67%, leur part a progressé de quatre pourcents), ce chiffre est encore inférieur à la moyenne de l'ASS, et en Guinée Bissau et au Togo, les taux stagnent en dessous de 40%. Bien que la disponibilité des manuels scolaires est raisonnable dans le contexte régional, peu de pays (le Bénin, le Cap-Vert, la Guinée, le Mali et le Niger) fournissent presque à tous les élèves à la fois des livres de lecture et de mathématiques. Clairement, les résultats d'apprentissage en souffrent.

### **1. 3.3. Interrelation entre la croissance économique et croissance démographique**

Précédemment, nous avons montré les interrelations entre la santé et la croissance démographique d'une part et entre l'éducation et la croissance démographique d'autre part. Et nous sommes sans nul doute rendu compte que les investissements en santé, en éducation (Formation de la main d'œuvre, l'apprentissage ...) conduisent à la croissance démographique. Donc toute amélioration du capital humain entraîne la croissance

démographique. Ainsi, la croissance économique étant fonction du capital humain, peut connaître des accroissements à chaque fois qu'il y a croissance démographique. Mais, la question qui se pose est de savoir si une croissance démographique soutenue c'est-à-dire incontrôlée conduit toujours à une hausse de la croissance économique. C'est ce qui avait amené Thomas Malthus à mettre en avant les perversités d'une croissance démographique incontrôlée sur l'économie. En effet, dans son ouvrage intitulé essai sur le principe de la population Malthus disait que la population, si elle ne rencontre aucun obstacle, croît suivant un rythme géométrique tandis que les ressources dont on dispose évolue suivant un rythme arithmétique. Ce qui signifie que, les ressources étant rares ou en quantités insuffisantes, toute augmentation démographique engendre la réduction de la quantité destinée à chacun. Ceci a été vérifié chez les pays de la CEDEAO où le rapport budget par population place le Cap-Vert (dont la population n'excède pas 500 mille habitants) en tête avec un budget par habitant 675 mille franc CFA (environ mille éros) et le Nigéria dont sa population est la plus élevée du continent africain, dans les pays les plus faibles en budget par habitant (entre 40000 et 76000 FCFA). Ce constat fait par les Nations-Unies les amène à conclure que près d'un habitant sur douze vivra dans cette zone dans 40 ans. D'où selon elles le caractère urgent de performances économiques qui permettront de répondre à cette pression. De même selon le dernier classement IDH publié par le PNUD en 2014 et portant sur l'année 2013, la CEDEAO qui a une population la plus élevée du monde est celle qui affiche l'IDH moyen le moins élevé 0,450 au monde. Ainsi, si la CEDEAO était un pays elle occuperait la 171<sup>ème</sup> place au classement IDH. C'est dire donc qu'une croissance non contrôlée de la population engendre une réduction des espaces cultivables car les gens vont se faire des habitations, ce qui conduit à la réduction de l'agriculture et de l'élevage, et donc une diminution de PIB. Cette dernière qui entraîne à son tour une diminution du taux de croissance économique.

Néanmoins, il faut aussi reconnaître qu'une croissance régulièrement contrôlée conduit à une croissance économique soutenue. En effet, Garry Becker affirme que « la hausse du coût de l'enfant lié à l'éducation conduit à réduire la quantité (le nombre d'enfant) au profit de la qualité (capital humain investi) ». Becker nous montre par-là que seule la qualité de la main d'œuvre doit être recherchée et non la quantité. Ce faisant il appelle à la limitation des naissances. Les résultats économiques obtenus par les auteurs à partir des indicateurs de santé et de l'éducation sur 87 pays entre 1965 et 1985, les amènent à conclure qu'une augmentation de 10 de l'espérance de vie à la naissance entraîne une augmentation de 0,35 point du PIB. Bloom, Canning, Sevilla (2001), étudient l'effet de santé mesuré par l'espérance de vie à la naissance. A partir d'un panel de 104 pays de 1960 à 1990, ces résultats montrent un effet significatif de la santé sur la croissance puisque une augmentation d'un an de l'espérance de

vie entraîne hausse de 2,6% à 4% du PIB. Weil(2001), dans le même cadre d'idée dans un panel de 124 pays entre 1960 et 1998, arrive à la conclusion qu'une amélioration de la santé de 30% explique 17% du taux de croissance économique. Dans son rapport récent sur la macroéconomie et la santé, l'OMS (2001) indique que les estimations établissent en générale qu'une amélioration de 10% de l'espérance de vie et associée à une augmentation de la croissance de 0,3% à 0,4% par ans, résultat obtenu à partir d'un panel de plus de 100 pays entre 1955 et 1995. Smith dans son chef d'œuvre : la richesse des nations (1776) considère que « l'investissement dans l'apprentissage et l'éducation est l'un des moyens permettant l'accroissement de la productivité des individus et de la nation » .

En somme nous pouvons dire qu'une croissance démographique contrôlée est compatible avec le développement économique.

## **CHAPITRE II : CADRE CONTEXTUEL DU MEMOIRE, PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS**

### **SECTION 1 : CADRE CONTEXTUEL DU MEMOIRE. FONDEMENTS ET COMPOSITION DE COMMUNAUTE LA ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

Il sera consacré dans ce chapitre la présentation d'une part de l'historique de la CEDEAO tout en retraçant ses missions et ses activités et d'autre part, décliné la structure démographique et du développement économique puis le bilan de notre stage.

#### **1-1 : HISTORIQUE, OBJECTIFS ET MISSIONS DE LA CEDEAO**

La CEDEAO comme toute autre structure, personne morale, a son histoire. Dans son institutionnalisation, la CEDEAO s'est vue attribuer des objectifs et missions lui permettant d'exécuter des activités en son nom pour le compte des Etats membres.

#### **A-HISTORIQUE**

L'union douanière de l'ouest africain formée par les 4 états du Conseil de l'Entente et le Mali en mai 1959 est l'ancêtre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. En raison de tensions entre différents pays, la CEDEAO a décidé en 1978 d'adopter un Protocole de non-agression. Suivi en 1981 par le Protocole d'assistance en matière de défense et une déclaration des principes politiques en juillet 1991. Mais c'est en 1990 que l'aspect sécuritaire de la CEDEAO a été appliqué concrètement. Lors de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, il fut décidé de mettre en place un groupe surveillant l'application d'un cessez-le-feu, l'Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group (ECOMOG). Ce groupe de supervision est vite devenu une force d'interposition et est intervenu notamment dans les guerres civiles du Libéria, de Sierra Léone et de Guinée-Bissau. En 1999, à la suite des différentes guerres civiles, les États membres décidèrent la création d'une force de sécurité en attente. Cette force conserve son appellation d'origine (l'ECOMOG) et ses principales tâches seront entre autres l'observation et la supervision des cessez-le-feu, le maintien de la paix, l'intervention humanitaire, le déploiement préventif, la construction de la paix, le désarmement et la démobilisation. Le 19 janvier 2005, au cours du 28<sup>e</sup> sommet à Accra (Ghana), Mamadou Tandja, président du Niger, a été élu président de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, en remplacement du ghanéen John Kufuor. Il a été reconduit à ce poste le 13 janvier 2006. En janvier 2007, la présidence de la CEDEAO a été confiée au président du Burkina

FasoBlaiseCompaoré. Le 14 décembre 2009, la CEDEAO envoie une proposition au CNDD visant à envoyer des forces d'intervention en Guinée mais ce dernier la refuse. Le 7 décembre 2010, à la suite du refus de Laurent Gbagbo (déclaré élu par le conseil constitutionnel de la Côte d'Ivoire) de céder le pouvoir à Alassane Ouattara (déclaré élu par la Commission électorale indépendante, la plupart des Etats, l'ONU et l'Union africaine) après l'élection présidentielle de 2010, l'organisation suspend la Côte d'Ivoire de l'ensemble de ses travaux. Elle est réintégrée depuis la victoire d'Alassane Ouattara en avril 2011. Le 12 octobre 2012, le Conseil de sécurité des Nations unies charge les pays de la CEDEAO de définir un plan de reconquête militaire du Nord Mali qui se trouve entre les mains de groupe djihadiste

## **B-OBJECTIFS**

Les buts et objectifs de la CEDEAO tels que définis par le Traité de 1975 sont essentiellement de l'ordre de la coopération. C'est ce qui ressort des dispositions de l'article de 2 du Traité de 1975 qui dispose que « le but de la communauté est de promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique ». Par conséquent, si donc le Traité de 1975 fait référence à la coopération, cela signifie que les Etats membres ont décidé de mettre en œuvre une politique destinée à rendre plus intimes leurs relations dans le domaine économique grâce à des mécanismes permanents sans renoncer pour autant à leur souveraineté et à leur indépendance. C'est donc à juste titre que l'alinéa 3 du Préambule du Traité de 1975 met un accent particulier sur « l'intégration économique ».

Etant essentiellement une organisation d' « intégration économique », la CEDEAO vise en vertu de l'article 3 de son traité constitutif à « promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une Union économique de l'Afrique de l'Ouest en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les Etats membres et de contribuer au progrès et au développement du continent Africain

## **C-MISSION**

A travers ces objectifs, il se dégage plusieurs missions devant être assumées par l'organisation régionale et qui pouvant être présentées de la manière suivante :

- Coordonner les stratégies de développement dans les pays membres
- Favoriser la libre circulation des biens et des personnes entre les pays membres ;
- Eliminer progressivement les droits de douanes entre les pays membres ;

- Construire les infrastructures régionales de transport et de communication pour permettre la libre circulation des personnes et des biens ;
- Doter la communauté d'une monnaie unique à long terme ;
- Promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines ;
- Créer une union économique et monétaire et promouvoir le secteur privé ;
- Elaborer une politique économique commune et développer les communications ainsi que l'énergie et la recherche agro-industrielle.
- Dans la poursuite de ces objectifs, les Etats membres déclarent solennellement leur adhésion aux principes fondamentaux de l'organisation tels que :
  - L'égalité et l'indépendance des Etats membres ;
  - La solidarité et l'autosuffisance collective ;
  - La coopération inter-états, l'harmonisation des politiques et l'intégration des programmes ;
  - La non-agression entre les Etats membres ;
  - Le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionale par la promotion et le renforcement des relations de bon voisinage;

Pour la réalisation de ces objectifs, l'organisation s'est dotée de moyens financiers, humains et techniques. Notre étude s'inscrivant dans une approche institutionnelle, il importe à présent de s'intéresser à la structure organisationnelle de la CEDEAO afin de démontrer comment les Etats membres s'y impliquent.

## **1-2 STRUCTURE DEMOGRAPHIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

### **1-2-1 STRUCTURE DEMOGRAPHIQUE**

#### **1-2-1-1 Les grandes tendances démographiques**

En 2007, la population mondiale est estimée à 6,7 milliards d'habitants. Derrière l'Asie (60 % de la population mondiale), l'Afrique est depuis 2000 le deuxième continent le plus peuplé de la planète avec 14 %, suivi de près par l'Europe (11 %), l'Amérique latine dont les Caraïbes (9 %), l'Amérique du Nord (5 %) et loin derrière l'Océanie (1 %).

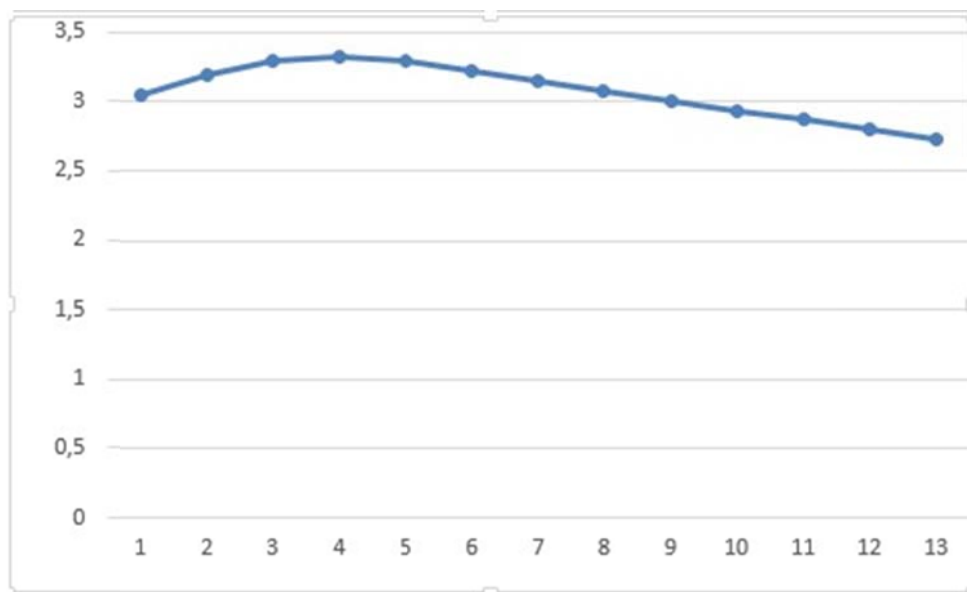
La démographie est indispensable à la compréhension des sociétés et à la définition des politiques dans tous les domaines. En Afrique et plus particulièrement en Afrique subsaharienne, la prise en compte des dynamiques de population est d'autant plus indispensable que ces dernières sont sans doute parmi les plus puissantes que l'humanité ait connues au cours de son histoire. Les superlatifs à propos de la croissance démographique ouest-africaine tout autant que de la jeunesse de la population sont de mise. Les projections à l'échelle d'une génération, laissent entrevoir l'ampleur des efforts que les pays de la région devront consentir en matière d'éducation, d'accès à la santé, d'emplois. Elles indiquent que les recompositions du peuplement (les modifications de la géographie de la population) ne sont pas achevées, loin s'en faut, car la mobilité de la population est le corollaire d'une forte croissance démographique. La démographie est également utile pour qui veut comprendre les mutations sociales et même politiques. Aujourd'hui, les Africains de l'Ouest qui ont « fait les indépendances » (en première analyse, ceux qui avaient au moins vingt ans en 1960) ne représentent plus que 3 % de la population. Les frontières ouest-africaines dont on a si souvent souligné la « jeunesse », sont désormais plus « vieilles » que l'immense majorité de la population. Une partie très importante de la population n'a pas de souvenir de la période « d'avant les ajustements structurels » ni de l'époque de la guerre froide. La population urbaine est sur le point de devenir majoritaire.

#### **1-2-1-2 La perspective d'une stabilisation de la population mondiale masque de grandes diversités régionales**

La population mondiale augmente actuellement d'un peu plus de 200 000 habitants par jour, soit près de 80 millions par an.

Après avoir atteint son maximum historique de 2,2 %, au début des années 1960, le taux de croissance de la population mondiale n'était plus que de 1,7 % au début des années 1980 pour tomber à 1,2 % en 2000-2005. La population mondiale tendrait ainsi à se stabiliser mais la

tendance globale masque de très grandes diversités régionales : la croissance démographique est ainsi encore supérieure à 3 % dans une quinzaine de pays d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient. Cette diversité est porteuse de bouleversement à venir dans la géographie mondiale de la population. Alors que les proportions de population vivant sur les continents asiatique et européen réduiront de 71 % à 58 %, celle vivant en Afrique doublera pour atteindre 21 % en 2050. En 2007, l'Afrique subsaharienne abrite 807 millions d'habitants, soit 84 % de la population du continent africain ; la progression africaine est donc essentiellement liée à celle de l'Afrique subsaharienne. Le taux d'accroissement annuel de la population d'Afrique subsaharienne a atteint son maximum de 2,9 % en 1980-1985. Il diminue depuis (2,5 % en 2000-2005) et devrait atteindre 1,3 % en 2045-2050.



Source : A partir des données base économique BM, 2014

De 2000 à 2012, la population béninoise a connu une évolution irrégulière avec peu de fluctuations. De 2000 à 2003 la population béninoise a évolué timidement suivi d'une régression progressive à partir de 2004. Ces fluctuations sont des faits liés aux facteurs démographiques que sont : la natalité, les décès, l'immigration et l'émigration.

Cet exemple est d'une importance capitale dans l'explication du phénomène de la croissance démographique

### **1-2-1-3 La transition démographique: *Chacun son rythme***

La transition démographique est le processus par lequel une population passe d'une croissance démographique faible résultant d'une forte natalité et d'une forte mortalité à une croissance démographique toujours faible, mais cette fois du fait de l'association d'une faible natalité et d'une faible mortalité. Cette transition se découpe en quatre étapes :

Etape 1 : les taux de natalité et de mortalité sont tous les deux élevés, et la croissance démographique est quasi nulle.

Etape 2 : le taux de mortalité (en particulier la mortalité infantile) commence à décroître (développement du pays et amélioration des conditions sanitaires). Dans le même temps, le taux de natalité reste très élevé, ce qui engendre une très forte croissance démographique).

Etape 3 : au fur et à mesure du développement du pays, le taux de naissance commence à baisser.

Etape 4 : avec un taux de natalité et de mortalité faibles, la population se stabilise.

Ce schéma très général peut prétendre à une certaine universalité si l'on admet une grande diversité de réalisation, chaque pays, chaque région s'y inscrivant à sa façon et à son rythme.

Actuellement, les pays européens ou des pays comme l'Iran ou le Brésil sont déjà en post transition (taux de natalité et de mortalité tous deux faibles) et la plupart des pays du monde vivent la troisième étape, pour se rapprocher du seuil de remplacement des générations, qui est de 2,1 enfants par femme ou tomber en deçà de ce taux. Décennie après décennie, pays après pays, des régions entières sont entrées dans le mouvement : les Caraïbes dans les années 1950, l'Asie du Sud-est pendant les années 1950-1960, l'Amérique latine pendant les années 1960-1970 et la Chine et l'Inde pendant les années 1970. Le mouvement n'épargne ni les pays de tradition catholique ni ceux de tradition musulmane, qu'on aurait pu croire réfractaires à des pratiques de limitation des naissances. Trois zones seulement restent encore au cœur de la seconde phase de la transition en se maintenant près du niveau « naturel », soit 6 à 8 enfants par femme : quelques pays d'Asie, comme le Laos, le Cambodge ou l'Afghanistan ; les pays de la péninsule arabique (Arabie saoudite, Yémen, Oman) et un grand nombre de pays d'Afrique subsaharienne. Cette dernière progresse cependant : longtemps demeurée forte, la fécondité amorce une baisse. En 40 années, l'indice de fécondité de l'Afrique subsaharienne a baissé de 1,3 enfant. Plus prononcé en Afrique australe (-3,4 enfants), qu'en Afrique de l'Est (-1,4), il n'a été que de (-1,2) enfant pour l'Afrique de l'Ouest. Il est clairement établi que tous les pays du monde, même les plus pauvres, ont quitté la première phase encore que l'épidémie du VIH/ sida fasse revenir en arrière plusieurs pays africains particulièrement affectés par la pandémie : Botswana, Swaziland, Afrique du Sud.

Les projections des Nations Unies prévoient l'achèvement (mondial) de la transition vers 2035-2040 avec un indice de fécondité de 2,1 enfants par femme, sous l'impulsion des mêmes facteurs partout dans le monde : la révolution sanitaire et son corollaire, la révolution contraceptive, la satisfaction des besoins essentiels, mais aussi l'alphabétisation, en particulier celle des femmes. Il convient cependant de noter que le concept de transition démographique est assez controversé :

Il occulte la diversité des peuples et des cultures en rendant compte de l'une de leurs dimensions les plus profondes et complexes la reproduction à l'aide d'un schéma unique.

Il est fondé sur l'hypothèse d'un système fermé d'entrées et de sorties «naturelles» liées aux naissances et aux décès et néglige par conséquent les migrations internationales dont l'importance s'accroît à l'échelle mondiale.

Enfin, l'équilibre envisagé en fin de transition peut s'avérer être un déséquilibre, sous la forme d'un déficit démographique, c'est-à-dire un excédent de décès sur les naissances, un schéma suivi actuellement par un nombre croissant de pays européens ou de pays comme l'Iran ou le Brésil, provoquant ainsi un déclin démographique précédé et accompagné du vieillissement des populations. On parle aujourd'hui de crash démographique ou d'hiver démographique pour ces pays.

#### **1-2-1-4 La dynamique urbaine :**

Plus de villes au Nord comme au Sud dans le monde, la proportion des urbains est en perpétuelle croissance : un tiers de la population habite en ville en 1960, la moitié en 2005, et les trois-quarts en 2030. Cependant, on observe une très grande variation entre les régions : le continent américain abrite près de 80 % d'urbains. L'Afrique subsaharienne et l'Asie sont les régions les moins urbanisées (environ 40 % en 2005). Mais c'est dans ces deux régions que la croissance de la population urbaine est actuellement la plus rapide ; celle-ci pourrait atteindre près de 55 % en 2030, réduisant ainsi le retard accusé par rapport aux autres régions du monde.

Des quatre sous-régions de l'Afrique subsaharienne, seule l'Afrique australe est plus urbanisée que l'Afrique de l'Ouest et cette dernière n'a déclassé l'Afrique centrale, pour occuper son rang à l'intérieur de l'Afrique subsaharienne, qu'au début des années 1990. L'Afrique de l'Ouest ne comptait que 15 % d'urbains en 1960 ; elle devrait approcher le seuil des 60 % en 2030. La situation et l'évolution sont très différentes suivant les pays.

#### **1-2-2 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

Ici, nous aurons les avancées observées en ce qui concerne chaque pays sur la question du développement.

Au cours des dernières décennies, l'Afrique de l'Ouest a connu un recul considérable de la mortalité. Le taux de mortalité générale est passé de 21 pour mille en 1970-75 à 16 pour mille en 2000-2005 ; le taux de mortalité infantile correspondant baissant de 149 à 112 pour mille, avec pour résultat la croissance de l'espérance de vie à la naissance. L'espérance de vie est passée de 40 ans au début des années 1960 à 50 ans en 1995. C'est un « succès » bien relatif au regard de la situation dans le reste du monde, où en 1995, l'espérance de vie était de 64 ans

et de 63 ans en Afrique du Nord. L'amélioration de l'accès aux soins et à l'eau, le développement économique, les mutations sociales et culturelles et surtout des synergies entre tous ces éléments, ont porté leurs fruits. S'appuyant sur cette tendance encourageante, les Nations- Unies envisageaient jusqu'au début des années 90 la poursuite de la baisse de la mortalité infantile et générale et subséquemment une augmentation de l'espérance de vie. Ces hypothèses optimistes ont dû être revues du fait du développement de la pandémie du VIH/sida, qui bouleverse la carte de la mortalité en Afrique subsaharienne depuis plus de 25 ans maintenant. De ce fait, l'Afrique de l'Ouest, qui était la région la plus lente à amorcer sa transition démographique, il y a plus de dix, a déjà réduit son retard et pourrait aujourd'hui devancer l'Afrique orientale et australe. Si l'impact du sida est beaucoup moins marqué en Afrique de l'Ouest, les dernières estimations (2004) indiquent que l'espérance de vie dans cette région a cependant diminué de 50 à 49 ans entre 1990-1995 et 2000-2005 ; les pays les plus touchés étant la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Togo. Les prévisions relatives à l'espérance de vie à la naissance restent incertaines. L'impact démographique du sida dépendra non seulement de l'évolution des comportements sexuels des populations africaines et du rythme de diffusion de la maladie mais également et surtout des délais de découverte de vaccins et des performances des traitements, et de la gestion psychologique, sociale et économique des personnes déjà atteintes par le virus. En attendant et au-delà de cet impact, la structure par âge de la population en aura été profondément altérée et pour longtemps. Le Bénin dans le domaine de la santé a connu un taux de natalité de 36,02% et un taux de mortalité de 8,21%. La mortalité néonatale, infantile et infanto-juvénile restent élevées. Quant aux espérances de vie à la naissance, le niveau est faible, mais il a progressé pour atteindre 61,47ans en 2015. Le taux de fécondité demeure important, avec 4,95 naissances vivantes par femme. On compte 405 décès maternel pour 100000 naissances vivantes.

L'alphabétisme est majoritaire au Burkina Faso, c'est plus fréquent chez les femmes. Mais la majorité est garçon.

La Côte d'Ivoire au lendemain des indépendances, a institué une école gratuite et obligatoire, enfin d'encourager la scolarisation des enfants en âges d'aller à l'école ; dans le domaine de santé elle dispose au plan infrastructurel d'une couverture sanitaire relativement importante en comparaison aux autres pays de la sous- région de l'Afrique de l'ouest ;

Le Cap-Vert lui a connu un IDH de 0,636 déjà en 2013 ;

La Gambie quant à elle, l'éducation primaire est gratuite et obligatoire. Mais le manque de ressources et d'infrastructures éducatives rend sa mise en œuvre difficile.

Le Ghana est plus développé en industrie que les autres pays de l'Afrique de l'ouest. Au niveau de la Guinée la majorité des guinéens travaillent dans le secteur agricole qui emploie plus de 75% de la population apte au travail du pays (24% PIB) ;

La Guinée-Bissau, sa principale source de devise est l'exportation de noix de cajou qui représente 60% des revenus du pays ;

Le Libéria présente un indice de développement de 0,430 ; Le Mali présente un IDH de 0,399 avec un PIB de 13,1 milliard ; le Nigeria présente avec un IDH de 0,348 en 2015 ; le Nigéria vient 0,514 en 2015. Sans oublier le Sénégal avec un IDH de 0,470 ; la Sierra Leone a un IDH de 0,359 ; puis le TOGO avec un niveau d'éducation primaire de taux net de scolarisation de 94% en 2011 qui représente un meilleur niveau de la sous-région.

### **1-3 : BILAN DE STAGE**

Nous allons dans un premier temps restituer nos observations et expériences de stages et dans un second temps spécifier le thème choisi et décrire la démarche méthodologique suivie.

#### **3-1 Déroulement du stage**

Au cours de notre stage, nous avons eu à parcourir trois services de la DGTCP :

- Le service de la Recette ;
- Le service de la Dépense ;
- Le service de la Comptabilité Publique

#### **Paragraphe1 : Travaux effectués au cours du stage**

##### **A-Service de l'épargne**

Dans le service épargne nous avons eu l'occasion d'effectuer des travaux tels que :

- Ouverture de compte aux clients
- Attribution de chèque aux clients
- Vérification et attribution des relevés de compte aux clients
- Accueil de certains clients à la caisse
- Recherche des numéros de compte des chèques des clients dans leurs dossiers respectifs

##### **B-Service de la dépense**

Au cours de notre stage dans ce service, nous avons effectué différents travaux à savoir :

- La vérification et le contrôle des pièces justificatives entrant dans la constitution des mandats de paiement ;

- Le traitement des mandats pour acceptation différés ou rejet ;
- Le calcul fiscal des retenues à la source au profit du fisc ;
- L'archivage des anciens dossiers mandats ;
- La délivrance de fiche de paie aux agents financiers, aux retraités APE ;
- Traitement de dossiers de nouveaux carnets de pension ;
- La délivrance de bordereau d'envoi aux nouveaux pensionnés pour la suivie à la DPRV ;
- Le dépouillement des nouveaux carnets de pensions venus de la DPRV pour servir ce que de doit ;
- Informer et expliquer aux nouveaux pensionnés les informations contenues dans leurs livrets de pension ;
- L'exécution du changement du poste d'assignation aux intéressés

### **C-Service de la comptabilité publique**

Dans ce service, nous avons exécutés différentes missions comme:

- Le dépouillement des chèques, des ordres de paiement, quittances et mandats ;
- L'apurement, le dépouillement et la ventilation des comptabilités décadaires ;
- L'enregistrement et la ventilation des décades ;
- La vérification et la validation des crédits de tous les comptes mouvementés au service  
Epargne...

## SECTION 2: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

### 2-1 : CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE ET ANALYSE DES RESULTATS

La méthodologie adoptée pour atteindre les objectifs fixés est une étude économétrique qui mettra en évidence l'effet de la croissance démographique sur le développement économique des pays de la CEDEAO

#### 2.1.1 Présentation du modèle

Quatre variables sont retenues pour cette étude à savoir :

Les variables indépendantes : Espérance de vie à la naissance (EVN), taux d'éducation (TE) et le Produit intérieur brut par tête (PIB /tête), La variable à expliquer : Croissance démographique (CD)

A la lumière du cadre de référence de la théorie économique et de la revue de la littérature, nous aurons à utiliser trois modèles, tous trois à régression linéaire. Tous ces variables ont subi des transformations logarithmique afin de diminuer le volume des chiffres représentant les séries. En somme, on a :

$$\text{Log}(\text{CD})_{it} = C + \log(\text{EVN})_{it} + \log(\text{TE})_{it} + \log(\text{PIB}/\text{tête})_{it} + e_{it}$$

Avec  $e$  le terme d'erreur et  $C$  la constante.

#### 2.1.2 Les données et leurs sources

Les données utilisées dans le cadre de notre étude sont des données panel annuelles de 1975 à 2014. L'ensemble des données sont issues de la base de données de la Banque Mondiale

#### 2.1.3. Techniques de traitement des données

Deux logiciels nous ont permis de procéder au traitement de données : le tableur Excel qui a permis de synthétiser les données collectées et réaliser les graphiques de l'étude. Le logiciel économétrique Eviews 7 a permis de faire le reste du travail.

#### 2.1.4 Les modèles et tests de validation :

- **GMM EGLS**
- *Test de stationnarité sur les données de panel : Im-Pesaran-Shin*
- **FISHER**
- **HAUSMAN**
- *Test de cointégration sur panel : Pédroni et Kao*

## 2.2. PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

### 2.2.1. Présentation des résultats

Toutes les estimations et les tests effectués dans le cadre de cette étude ont été réalisés à l'aide du logiciel Eviews 7.0. et Stata

#### 2.2.1.1. Résultats du test de stationnarité

Pour analyser la stationnarité des variables de notre étude nous avons opté pour le test d'Im-Pesaran-Shin. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau suivant :

**Tableau n°1 : Résultat du test de stationnarité**

Variabes	$\ln(CD)$	$\ln(EVN)$	$\ln(TE)$	$\ln(PIB)$
t-statistiques	<b>-4,12388</b>	<b>-21.6435</b>	<b>-7.90852</b>	<b>-5 ,14333</b>
Ordre d'intégration	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Prob	<b>0.0000</b>	<b>0.0000</b>	<b>0.0000</b>	<b>0.0000</b>

Source: Réalisé par l'auteur

Les résultats du test de Im-Pesaran-Shin montrent que les variables  $\ln(TE)$ , et  $\ln(PIB)$  sont toutes intégrées d'ordre 1. Il faut les différencier une fois afin de les rendre stationnaire. Il peut donc exister entre les variables TE et PIB une ou plusieurs relation(s) de cointégration. Comme déjà dit dans notre méthodologie, les tests de Pédroni et Kao permettront de déterminer le nombre de relations de cointégration

#### 2.2.1.2. Résultats des tests de cointégration de Kao

**Tableau 2**

TEST DE KAO	T-STATISTISUE	PROBABILITE
	4,633988	0,0000

Source : EVIEWS

Les résultats des tests de cointégration de Kao montrent qu'il existe une seule relation de cointégration entre les variables. Les résultats du test de Fisher nous confirment qu'il y a présence d'effets individuels au niveau des variables. Le test de Hausman

permet de dire que les effets sont aléatoires. Nous envisageons ainsi un Modèleestimé par la méthode de **GMM EGLS**

**Tableaux 3: GMM EGLS**

VARIABLES	COEFFICIENT	PROBABILITE
DE LONG TERME		
LEVN	0,295004	0,0031
LTE	0,767540	0,0000
LPIBTETE	0,006123	0,0000
<b>COEFFICIENT DE CONVERGENCE</b>	-0,4546617	0,0000
LEVN	1,442636	0,0014
LTE	0,413289	0,0006
LPIBTETE	0,002325	0,5090

Source: Réalisé par l'auteur

Les résultats de notre estimation montrent que seules les variables TE et EVN sont significatives à court terme et à long terme. La variable PIBTETE est uniquement significative à long terme. Le coefficient de convergence révèle que l'erreur dans le modèle est corrigée à une vitesse de 45,46% de plus il est significatif confirmant que le modèle est globalement acceptable.

### 2.2.1.3. INTERPRETATION ET VALIDATION DES HYPOTHESES

A court terme, le taux d'éducation et l'espérance de vie à la naissance impactent significativement la croissance démographique autrement dit, toute variation de 1% du taux d'éducation et de l'espérance vie à la naissance à court terme entraîne respectivement, toute chose étant égale par ailleurs, une augmentation de 0,41% et 1,44% de la croissance démographique.

A long terme, une augmentation respective de 1% de TE, de l'EVN et du PIBTETE entraîne respectivement une augmentation de 0,76%, de 0,29% et de 0,0061% de la croissance démographique.

Nous remarquons donc que le pourcentage du TE de court terme est inférieur à celui de long terme, ce qui veut dire donc qu'à court terme la croissance démographique doit être faible pour que le développement puisse être effectif. Ce qui est également confirmé chez l'EVN qui affiche un pourcentage de court terme supérieur à celui de long terme, en effet, une amélioration de 1% de l'EVN entraîne une augmentation de 1,44% de la croissance démographique à court terme tandis qu'elle est de 0,29% à long terme. Nous remarquons aussi que l'augmentation provoquée par le PIBTETE est très faible.

C'est dire donc qu'une explosion démographique est négativement colorée avec le développement économique des pays de la CEDEAO.

## **2-3: Validation des hypothèses, limites et recommandations**

### **Paragraphe 1 : Validation des hypothèses**

#### **-Hypothèse 1**

Une explosion démographique est négativement colorée avec le développement économique des pays de la CEDEAO. Notre hypothèse 1 est vérifiée.

#### **-Hypothèse 2**

Au vue des analyses des résultats d'estimation issues du tableau2, on conclut qu'une faible croissance démographique entraîne le développement économique. Notre hypothèse est confirmée.

### **Paragraphe 2 : Limites d'étude et recommandations**

#### **2-1- Limites de notre étude**

Les limites de notre étude sont relatives à :

- Le non disponibilité des données
- Les données utilisées posent quelques problèmes de fiabilité
- La non disponibilité des données sur la variable taux d'éducation nous a amené à prendre en compte la variable nombre d'élèves aux cours primaire pour faire l'étude.

#### **2-2- Recommandation**

Au regard de tout ce qui précède, nous recommandons :

➤ Au niveau des structures de recherche :

-Mettre au point des stratégies d'information qui pourraient satisfaire les exigences des chercheurs.

-Procéder à une fiabilité des données statistiques disponibles

➤ Au niveau des autorités sous régionales :

-Inscrire les rythmes de croissances démographiques au rang des priorités pour une lutte contre la pauvreté afin d'amorcer le développement économique ;

-Mettre en place des politiques pour freiner la croissance exponentielle de la population des pays de la CEDEAO ;

Le caractère préoccupant que revêt la question des rythmes de croissance démographique surtout dans les pays pauvres constitue un facteur important devant motiver les recherches dans ce domaine. Le bien-être des populations d'aujourd'hui et des générations futures en dépend. Il serait intéressant d'évaluer la durabilité des stratégies mise en œuvre en relation avec les projections des rythmes de croissance démographique, d'évaluer la faisabilité des mesures visant la baisse du phénomène de pauvreté.

## CONCLUSION

Au terme de notre étude, il est apparu que l'approche méthodologique adoptée a permis d'atteindre des résultats qui rendent compte du niveau d'implication de la croissance démographique dans le développement économique. A une période où les rythmes de croissance de la population connaissent chaque jour des fluctuations, il est donc important d'étudier la relation entre cette dernière et le développement économique. Ainsi la croissance de la population est à l'heure actuelle parmi les grands défis d'amélioration des conditions de vie humaine dans les pays de la CEDEAO.

Enfin, nous ne pensons pas avoir traité de manière exhaustive tous les contours de ce sujet, c'est pourquoi nous souhaitons à ce que d'autres études soient engagées concernant le développement économique face à la croissance démographique.

## BIBLIOGRAPHIE

- Alfred Sauvy** (1952-1954) : « *Théorie générale de la population* », Paris, Puf, soltcover
- BECKER Howard**(2002), *les ficelles du métier : comment conduire sa recherche en science sociales*, Paris, La Découverte(Repère)
- CEDEAO-CSAO /OCDE** (novembre 2007) : *Les Dynamiques Démographiques*
- David RICARDO**(1817) :« *Principe de l'économie politique et de l'impôt* »
- Enquête démographique et de santé** (2011-2012)
- ESTHER Boserup** (1758) : « *La démographie comme pression créatrice* »
- FMI**(201) : « *Stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté* (SCR20112015) »
- François Perroux**(1975) :« *politique de développement et lacune du calcul économique* »
- Harrod&Domar**(1900-1978) : « *Théorie de la croissance* » ,[www.yildizoglu.fr/croissance/doss9899/harroDom.html](http://www.yildizoglu.fr/croissance/doss9899/harroDom.html)
- J-B Say(1820)** : « *cause de la stagnation générale* », [https : //fr.m .wikipedia.org /wiki/JeanBaptiste Say](https://fr.m.wikipedia.org/wiki/JeanBaptiste_Say)
- KOFI ANNAN** « *Pilule contre la misère* » : Démographie responsable ,7 juin .2015
- Marius D. HOUNNADE & Olympe D .MEDEMAKOU**: *Croissance Démographique et Pauvreté Humaine au Bénin .Mémoire soutenu à la Faculté des sciences économiques et de Gestion, 39p*
- Michel Tournier** sur la chaine France INTER
- MOSSA MARRA** : « *interviews sur TV Liberté.28 JUIN 2014* »
- Nurkse et Rostow**(1960) : « *Les étapes de la croissance économique* »
- PARETO**(1896) : « *cour d'économie politique*, lausanne, F .Rouge, (2volume)»
- Patrick LIVENAIS ORSTOM** : « *Les théories de la population : une continuité certaine dans le changement* »
- PNUD**(2005), *Rapport mondial sur le développement humain : La coopération internationale a la croisé des chemins,L'aide,le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités,Paris,Economica*
- PNUD**(2005), *Rapport mondial sur le développement humain :Les objectifs du Millénaire pour le développement :Un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine, Paris, Economica .*
- PNUD**(2012): « *Classement des pays en fonction de leur IDH* »
- Solow** (1980): « *A contirbution to theory of economicgrowth* », Quarterly journal of économique perspective, vol3, N°3, p91

**Thomas Robert Malthus** (1798). *Essai sur le prince de population*

**UA**(2014), *Projet de perspectives de l'éducation en Afrique* 7p.

**UEMOA**(2012) :« *Rapport sur la situation de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA* »

**UNEP**(2014) :[www.unep.org/annualreport/2014](http://www.unep.org/annualreport/2014)

**UNESCO**(2003) *Genre et éducation pour tous*. Le pari de légalité, Paris, UNESCO 342p

**UNFPA**(2009) : « *Fonds des Nations Unis pour la population* »

**United Nations** (2003): *Population, education and development*, New York, United Nations, 56p.

## ANNEXES

### **Annexe n°1 : La procédure d'estimation**

La procédure d'estimation se fera en plusieurs étapes :

#### **a) Test de stationnarité**

Un processus  $\{y_t\}$  est dit stationnaire si son espérance mathématique, sa variance et sa covariance existent et sont indépendants du temps.

Deux tests de stationnarité sont usuellement utilisés, à savoir le test de Im-Pesaran-Shin et Levin-Lin-Shu. On a opté pour le test de Im-Pesaran-Shincar sa mise en œuvre est plus facile sur le logiciel Eviews que nous avons utilisé.

#### **b) Test de cointégration et estimation du modèle**

Lorsque les variables ne sont pas tous stationnaires, elles peuvent être Cointégrées. Les tests de cointégration communément utilisés sont ceux de kao et Pedroni. Nous avons privilégié dans notre étude le test de Pedroni parce qu'il permet de connaître le nombre de relations de cointégration et peut être utilisé même en cas de processus intégrés d'ordre différent.

**TEST DE STATIONARITE****Annexe1**

Null Hypothesis: Unit root (individual unit root process)

Series: D(LTE)

Date: 01/05/17 Time: 13:03

Sample: 1975 2014

Exogenous variables: Individual effects

Automatic selection of maximum lags

Automatic lag length selection based on SIC: 0

Total number of observations: 432

Cross-sections included: 14 (1 dropped)

Method	Statistic	Prob.**
Im, Pesaran and Shin W-stat	-7.90852	0.0000
Im, Pesaran and Shin t-bar	-3.42769	
T-bar critical values ***:		
	1% level	-2.07600
	5% level	-1.91800
	10% level	-1.83200

\*\* Probabilities are computed assuming asymptotic normality

\*\*\* Critical values from original paper

Intermediate ADF test results

Cross section	t-Stat	Prob.	E(t)	E(Var)	Lag	Max Lag	Obs
1	-0.6831	0.8381	-1.525	0.780	0	7	35
2	-2.8058	0.0677	-1.525	0.780	0	8	35
3	-5.3039	0.0002	-1.525	0.793	0	2	29
4	-2.3738	0.1570	-1.526	0.787	0	6	31
5	-2.9053	0.0552	-1.525	0.781	0	4	34
6	-6.6210	0.0000	-1.525	0.781	0	4	34
7	-4.9966	0.0002	-1.524	0.776	0	9	37
8	-4.3983	0.0044	-1.514	0.923	0	0	15
9			Dropped from Test				
10	-2.9941	0.0447	-1.524	0.776	0	9	37
11	-3.1086	0.0345	-1.524	0.776	0	9	37
12	0.1554	0.9642	-1.522	0.801	0	4	27
13	-5.5330	0.0000	-1.524	0.776	0	9	37
14	-1.8881	0.3237	-1.504	1.069	0	0	10
15	-4.5313	0.0010	-1.525	0.781	0	3	34
Average	-3.4277		-1.522	0.813			

**Annexe2**

Null Hypothesis: Unit root (individual unit root process)

Series: LCD

Date: 01/05/17 Time: 13:14

Sample: 1975 2014

Exogenous variables: Individual effects

Automatic selection of maximum lags

Automatic lag length selection based on SIC: 0 to 9

Total number of observations: 312

Cross-sections included: 9 (6 dropped)

Method	Statistic	Prob.**
m, Pesaran and Shin W-stat	-4.12388	0.0000

\*\* Probabilities are computed assuming asymptotic normality

Intermediate ADF test results

Cross section	t-Stat	Prob.	E(t)	E(Var)	Lag	Max Lag	Obs
1	-1.2908	0.6242	-1.523	0.772	0	9	39
2	-1.8736	0.3408	-1.523	0.772	0	9	39
3	-1.8075	0.3715	-1.523	0.772	0	9	39
4	-1.6773	0.4346	-1.523	0.772	0	9	39
5	-13.530	0.0000	-1.266	1.105	9	9	30
6	-1.8654	0.3446	-1.523	0.772	0	9	39
7	-1.8933	0.3319	-1.523	0.772	0	9	39
8	-1.1010	0.7058	-1.523	0.772	0	9	39
9	0.0092	0.9348	-1.515	1.385	0	1	9
10			Dropped from Test				
11			Dropped from Test				
12			Dropped from Test				
13			Dropped from Test				
14			Dropped from Test				
15			Dropped from Test				
Average	-2.7811		-1.494	0.877			

Warning: for some series the expected mean and variance for the given lag and observation are not covered in IPS paper

**Annexe4**

Null Hypothesis: Unit root (individual unit root process)

Series: LEVN

Date: 01/05/17 Time: 13:29

Sample: 1975 2014

Exogenous variables: Individual effects

Automatic selection of maximum lags

Automatic lag length selection based on SIC: 1 to 9

Total number of observations: 254

Cross-sections included: 9 (6 dropped)

Method	Statistic	Prob.**
Im, Pesaran and Shin W-stat	-21.6435	0.0000

\*\* Probabilities are computed assuming asymptotic normality

**Annexe5**

Null Hypothesis: Unit root (individual unit root process)

Series: D(LPIBTETE)

Date: 01/05/17 Time: 13:25

Sample: 1975 2014

Exogenous variables: Individual effects

Automatic selection of maximum lags

Automatic lag length selection based on SIC: 0

Total number of observations: 31

Cross-sections included: 4 (11 dropped)

Method	Statistic	Prob.**
Im, Pesaran and Shin W-stat	-5.14333	0.0000

\*\* Probabilities are computed assuming asymptotic normality

## Annexe 6 : test de FISHER

Null Hypothesis: LEVN is a martingale  
 Date: 01/30/17 Time: 10:03  
 Sample: 1975 2014  
 Cross-sections included: 15  
 Total panel observations: 570 (after adjustments)  
 Heteroskedasticity robust standard error estimates  
 User-specified lags: 2 4 8 16

## Summary Statistics

Statistics	Max  z	Prob.	df
Fisher Combined	+inf	0.0000	30

## Cross-section Joint Tests

Cross-section	Max  z	Prob.*	Obs.
1	12.592	0.0000	38
2	9.6294	0.0000	38
3	7.9431	0.0000	37
4	13.579	0.0000	39
5	10.253	0.0000	38
6	9.0861	0.0000	38
7	16.156	0.0000	38
8	15.932	0.0000	38
9	7.1919	0.0000	38
10	14.209	0.0000	38
11	11.204	0.0000	38
12	16.349	0.0000	38
13	12.658	0.0000	38
14	15.947	0.0000	38
15	15.488	0.0000	38

\*Probability approximation using studentized maximum modulus with parameter value 15 and infinite

Null Hypothesis: LTE is a martingale  
 Date: 01/30/17 Time: 10:07  
 Sample: 1975 2014  
 Cross-sections included: 14 (1 dropped)  
 Total panel observations: 462 (after adjustments)  
 Heteroskedasticity robust standard error estimates  
 User-specified lags: 2 4 8 16

## Summary Statistics

Statistics	Max  z	Prob.	df
Fisher Combined	+inf	0.0000	28

## Cross-section Joint Tests

Cross-section	Max  z	Prob.*	Obs.
1	16.068	0.0000	37
2	4.9850	0.0000	36
3	4.1734	0.0001	31
4	5.2631	0.0000	34
5	5.4142	0.0000	36
6	0.6890	0.9328	36
7	4.2332	0.0001	38
8	18.905	0.0000	20
9	-- dropped --		
10	9.5924	0.0000	38
11	8.1389	0.0000	38
12	2.3771	0.0680	29
13	1.4113	0.4977	38
14	5.6462	0.0000	15
15	2.3186	0.0792	36

\*Probability approximation using studentized maximum modulus with parameter value 14 and infinite degrees of freedom

Date: 01/30/17 Time: 10:11  
 Sample: 1975 2014  
 Cross-sections included: 15  
 Total panel observations: 584 (after adjustments)  
 Heteroskedasticity robust standard error estimates  
 User-specified lags: 2 4 8 16

Summary Statistics

Statistics	Max  z	Prob.	df
Fisher Combined	+inf	0.0000	30

Cross-section Joint Tests

Cross-section	Max  z	Prob.*	Obs.
1	9.5858	0.0000	39
2	8.4913	0.0000	39
3	8.8552	0.0000	38
4	1.0251	0.7671	39
5	8.4550	0.0000	39
6	5.1171	0.0000	39
7	7.7178	0.0000	39
8	3.9560	0.0003	39
9	7.3757	0.0000	39
10	18.913	0.0000	39
11	18.886	0.0000	39
12	9.9749	0.0000	39
13	0.9772	0.7966	39
14	8.3549	0.0000	39
15	7.0480	0.0000	39

\*Probability approximation using studentized maximum modulus with parameter value 15 and infinite degrees of freedom

Null Hypothesis: PIBTETE is a martingale  
 Date: 01/30/17 Time: 10:10  
 Sample: 1975 2014  
 Cross-sections included: 15  
 Total panel observations: 565 (after adjustments)  
 Heteroskedasticity robust standard error estimates  
 User-specified lags: 2 4 8 16

Summary Statistics

Statistics	Max  z	Prob.	df
Fisher Combined	67.100	0.0001	30

Cross-section Joint Tests

Cross-section	Max  z	Prob.*	Obs.
1	2.0790	0.1422	39
2	3.3833	0.0029	39
3	2.2517	0.0939	32
4	1.4220	0.4902	39
5	2.3948	0.0649	39
6	1.9416	0.1930	39
7	1.7584	0.2795	26
8	1.6868	0.3192	39
9	1.0481	0.7524	39
10	2.5516	0.0422	39
11	2.4192	0.0608	39
12	1.9821	0.1768	39
13	2.5147	0.0468	39
14	2.3559	0.0719	39
15	2.1800	0.1120	39

\*Probability approximation using studentized maximum modulus with parameter value 15 and infinite degrees of freedom

### Annexe 7: Test de HAUSMAN

Correlated Random Effects - Hausman Test

Equation: Untitled

Test cross-section random effects

Test Summary	Chi-Sq. Statistic	Chi-Sq. d.f.	Prob.
Cross-section random	12.490735	3	0.0059

Cross-section random effects test comparisons:

Variable	Fixed	Random	Var(Diff.)	Prob.
LTE	10.457517	27.998710	34.422778	0.0028
LEVN	62.764971	16.922510	467.967742	0.0341
PIBTETE	-0.133222	0.044374	0.006709	0.0301

Cross-section random effects test equation:

Dependent Variable: LCD

Method: Panel Least Squares

Date: 01/30/17 Time: 10:43

Sample (adjusted): 1976 2012

Periods included: 23

Cross-sections included: 15

Total panel (unbalanced) observations: 54

**Annexe 8:Panel GMM EGLS**

Dependent Variable: LCD  
Method: Panel EGLS (Cross-section random effects)  
Date: 01/31/17 Time: 16:18  
Sample (adjusted): 1976 2012  
Periods included: 23  
Cross-sections included: 15  
Total panel (unbalanced) observations: 54  
Swamy and Arora estimator of component variances

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-3.311999	1.403649	-2.359563	0.0222
LEVN	1.442636	0.426365	3.383570	0.0014
LTE	0.413289	0.112497	3.673779	0.0006
PIBTETE	0.002325	0.003495	0.665154	0.5090

Effects Specification		S.D.	Rho
Cross-section random		0.628116	0.9558
Idiosyncratic random		0.135097	0.0442

Weighted Statistics			
R-squared	0.694338	Mean dependent var	0.424758
Adjusted R-squared	0.675998	S.D. dependent var	0.267927
S.E. of regression	0.138563	Sum squared resid	0.959980

**Courte terme**

Dependent Variable: LCD  
Method: Panel GMM EGLS (Cross-section random effects)  
Date: 01/31/17 Time: 16:39  
Sample (adjusted): 1976 2012  
Periods included: 23  
Cross-sections included: 15  
Total panel (unbalanced) observations: 54  
Period weights instrument weighting matrix  
Swamy and Arora estimator of component variances  
Instrument specification: LCD C LEVN LTE PIBTETE

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.125376	0.321093	-0.390467	0.6979
LEVN	0.295004	0.094865	3.109709	0.0031
LTE	0.767540	0.023981	32.00608	0.0000
PIBTETE	0.006123	0.000768	7.971522	0.0000

Effects Specification		S.D.	Rho
Cross-section random		0.628116	0.9558
Idiosyncratic random		0.135097	0.0442

Weighted Statistics			
R-squared	0.631040	Mean dependent var	0.424758

**Annexe 9:Cointégration**

Kao Residual Cointegration Test  
Series: LCD LEVN LPIBTETE LTE  
Date: 01/05/17 Time: 13:36  
Sample: 1975 2014  
Included observations: 600  
Null Hypothesis: No cointegration  
Trend assumption: No deterministic trend  
Automatic lag length selection based on SIC with a max lag of 0  
Newey-West automatic bandwidth selection and Bartlett kernel

	t-Statistic	Prob.
ADF	4.633988	0.0000
Residual variance	0.000514	
HAC variance	0.000563	

## TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT .....	i
DEDICACES .....	ii
REMERCIEMENTS .....	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	iv
SOMMAIRE .....	vi
LISTE DES TABLEAUX .....	vii
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE .....	2
SECTION 1 : PROBLEMATIQUE; OBJECTIFS ET HYPOTHESES .....	2
1. PROBLEMATIQUE .....	2
2. OBJECTIF ET HYPOTHESES .....	5
2.1 OBJECTIFS .....	5
2.2 HYPOTHESES.....	5
2.3 SECTION2 : REVUE DE LITTÉRATURE.....	5
1.1 Etude sur la croissance démographique.....	6
1.2 Etude théorique sur le développement économique .....	8
1.3 Interrelation entre la croissance démographique et le développement Economique .....	9
1.3.1 Interrelation entre la santé (espérance de vie) et la croissance démographique .....	9
1. 3.3. Interrelation entre la croissance économique et croissance démographique .....	12
CHAPITRE II :CADRE CONTEXTUEL DU MEMOIRE, PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS.....	16
SECTION1 :CADRE CONTEXTUEL DU MEMOIRE .....	16
1-1 HISTORIQUE, OBJECTIFS ET MISSIONS DE LA CEDEAO.....	16
1-2 A-HISTORIQUE .....	16

B-OBJECTIFS .....	18
C-MISSION .....	18
1-2 STRUCTURE DEMOGRAPHIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE .....	19
1-2-1 STRUCTURE DEMOGRAPHIQUE .....	19
1-2-1-1 Les grandes tendances démographiques .....	19
1-2-1-2 La perspective d'une stabilisation de la population mondiale masque de grandes diversités régionales .....	20
1-2-1-3 La transition démographique: <i>Chacun son rythme</i> .....	20
1-2-1-4 La dynamique urbaine : .....	21
1-2-2 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE .....	21
1-3 : BILAN DE STAGE .....	23
1-3-1 Déroulement du stage .....	23
Paragraphe 1 : Travaux effectués au cours du stage .....	23
A-Service de l'épargne .....	23
B-Service de la dépense .....	23
C-Service de la comptabilité publique .....	24
2 : CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE ET ANALYSE DES RESULTATS .....	25
2-1 Présentation du modèle.....	25
2-1-1 Les donnée et leurs sources .....	25
2-1-2 Techniques de traitement des données .....	25
2-1-3 Les modèles et tests de validation : .....	25
2-2 PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS .....	26
2-2-1 Présentation des résultats .....	26
2-2-1-1 Résultats du test de stationnarité .....	26
2-2-1-2 Résultats des tests de cointégration de Pédróni et Kao .....	26
1.1.1. GMM EGLS.....	27
1.1.2. SECTION 2 : Validation des hypothèses, limites et recommandations.....	28
Paragraphe 1 : Validation des hypothèses .....	28

-Hypothèse 1 .....	28
-Hypothèse 2 .....	28
Paragraphe 2 : Limites d'étude et recommandations .....	28
2-1- Limites de notre étude .....	28
2-2- Recommandation .....	28
CONCLUSION .....	30
BIBLIOGRAPHIE .....	31
ANNEXE .....	a
TABLE DES MATIÈRES .....	g